

Négociation nationale et grève - précisions importantes -

Comme vous le savez depuis ce matin, il y aura une nouvelle séquence de grève les 8, 11, 12, 13 et 14 décembre prochain. Cette séquence a été acceptée hier, tard en soirée. Des fuites médiatiques ont causé la parution de la nouvelle tôt ce matin dans les différents médias, et ce, malgré l'embargo de diffusion jusqu'à la conférence de presse du Front commun prévue ce matin à 11 h. Soyez assurés que nous tentons toujours de vous faire parvenir les nouvelles de façon prioritaire, toutefois, il peut y avoir parfois certains décalages puisque les délais sont souvent très courts et la vitesse à laquelle les rumeurs (fondées ou non) circulent s'approche de la vitesse de la lumière ou plutôt du son puisqu'elles font beaucoup de bruit.

Par ailleurs, sur la légitimité d'une autre séquence de grève, rappelons que le libellé voté lors de l'assemblée générale au sujet du vote de grève était le suivant : « *Je mandate le SERM pour déclencher, au moment jugé opportun, une grève pouvant aller jusqu'à la grève générale illimitée. Que le déclenchement de la GGI soit précédé de séquences de grève, et ce, en tenant compte de la conjoncture de négociation* ».

Stratégiquement, nous avons estimé qu'il était encore trop tôt pour déclencher la grève générale illimitée (GGI) et que possiblement, une dernière séquence pourrait conduire à un règlement rapidement. Rappelons que la GGI est l'ultime moyen de pression et qu'il sera utilisé comme tel.

De plus, suivant nos différentes consultations aux différents paliers (locaux et nationaux), une majorité de membres souhaitait une autre séquence avant de passer à la GGI, ce qui vient donner encore plus de poids à la stratégie. Il s'agira toutefois de la dernière séquence. La prochaine étape serait la GGI, si la conjoncture l'exige.

Nous sommes évidemment au courant qu'une autre fédération a décidé de procéder autrement. Cette dernière étant totalement autonome, elle prend ses propres décisions et a ainsi volontairement décidé de ne pas faire partie d'une quelconque association avec le Front commun. Bien que solidaires de nos collègues enseignantes et enseignants de cette fédération, nous n'avons pas les mêmes stratégies. Il ne faudrait pas le voir comme un manque de solidarité et surtout respecter les décisions prises par l'un ou l'autre malgré le niveau de tension supplémentaire qui fera surface dans les prochains jours.

Restons respectueux et solidaires.

Jean-Louis Bray, président
Le 28 novembre 2023